



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie
relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz
de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2016

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur la mise à jour de l'ATRT au 1^{er} avril 2016.

De façon générale, eni souhaiterait que les consultations portant sur les tarifs des réseaux, de transport mais aussi de distribution, puissent suivre une trame commune afin de pouvoir identifier les éléments soumis à évolution, ceux dimensionnant pour les prochaines mises à jour tarifaires etc.

Par ailleurs, nous constatons que souvent des éléments de coûts et d'analyses sont manquants pour les acteurs au moment de la consultation publique : ce qui ne nous permet pas de donner une réponse objective.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT 6?

Aujourd'hui, l'essentiel des ventes de capacités aux PITS des GRT sont réalisées sur la base des produits annuels, liées aux souscriptions annuelles des capacités de stockages. Les revenus des GRT sont donc assurés sur ces postes, les souscriptions des capacités aux PITS étant automatiques dès la souscription des capacités de stockages.

Eni est favorable à toute évolution qui pourrait permettre l'optimisation des actifs de stockages en France.

En effet, la baisse des coefficients infra-annuels, trimestriels et mensuels pourrait permettre des souscriptions supplémentaires.

En ce qui concerne le coefficient pour les capacités journalières, nous nous interrogeons sur les « coûts de gestion supplémentaires » évoqués par GRTgaz.

Par ailleurs, cette évolution permettra à la CRE et aux acteurs de marché de pouvoir bénéficier d'un retour d'expérience d'un an en prévision du futur ATRT 6.

Enfin, cette évolution ponctuelle ne doit pas remettre en cause ni retarder les évolutions nécessaires au futur cadre ATS.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessous, d'un nouveau produit de capacités aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface transport-stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

Eni est favorable à cette simplification de l'offre aux PITS Nord Atlantique et Sud-Atlantique. Par ailleurs, dans la perspective d'une place de marché unique en 2018, eni considère comme complexe et non optimisé les nominations sur plusieurs PITS. Eni souhaiterait, à cette échéance, une évolution plus structurante avec un seul PITS par GRT et par stockeur et le bundle des capacités aux PITS pour permettre une simplification du processus de souscription et de nomination.

Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1^{er} avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeur, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?

Eni partage l'analyse de la CRE.

La proposition consistant à proposer un volant de 20 GWh/j à un prix deux fois plus cher que celui du tarif rebours d'aujourd'hui n'apporte pas, à notre sens, de valeur ajoutée.

Eni n'est donc pas favorable à cette proposition.

Question 4 : Etes-vous favorables à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées aux PITD ?

Les fournisseurs de clients profilés subissent des écarts fatals liés au système de profilage/allocations, notamment dans le cadre du nouveau modèle d'équilibrage.

La qualité des quantités de gaz mesurées aux PITD est donc une donnée importante, nécessaire aux fournisseurs dans le cadre du pilotage de ses prévisions de consommations.

Eni est favorable au renforcement de l'incitation financière relative à la qualité des consommations mesurées aux PITD.

Question 5 : Avez-vous des commentaires sur l'indicateur portant sur le stock en conduite projeté et sur l'opportunité de suivre la fiabilité de cette information en plus de la ponctualité de sa publication ?

Eni constate que les publications ne sont pas ponctuelles.

Eni est favorable à ce que les GRT soient incités financièrement sur la fiabilité et la qualité du niveau de stock en conduite.

En effet, ce niveau est dimensionnant dans le cadre du nouveau système d'équilibrage, d'autant plus qu'en France les allocations « définitives » sont à J+1 : il est donc indispensable que, non seulement sa ponctualité, mais aussi sa fiabilité puissent être suivis et incités.

En effet, dans d'autres pays européens tel que la Belgique et les Pays-Bas les allocations définitives sont publiées en intra-journalier, ce qui permet un pilotage des prévisions de consommations basée sur des informations réelles et non pas sur des profils de consommation (Belgique : 1h25 min après l'heure écoulée pour Fluxys, et 5minute après pour GTS).

Par ailleurs, et en cas d'indisponibilité de SmartGRT, il serait souhaitable de pouvoir communiquer par un canal back-up rapide ces informations : mail aux contacts dispatching et opérations sourcing.

Question 6 : Etes-vous favorables à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenances ? Dans l'affirmative, avez-vous des suggestions d'indicateurs ?

Le respect des programmes des maintenances, la fiabilité des taux annoncés et leurs écarts avec le taux communiqué à court terme est un élément dimensionnant de la stratégie d'approvisionnement des fournisseurs.

Eni partage l'analyse de la CRE consistant à demander aux GRT d'améliorer leur gestion des maintenances, tout en préservant la sécurité des réseaux.

Nous sommes favorables à l'introduction d'un dispositif d'incitation des GRT portant sur le respect des plannings des maintenances.

La structure de cet indicateur devra en effet tenir compte des écarts constatés entre par exemple M-1 et la prévision effective en J-1, voire en intra-J.

Par ailleurs, un autre indicateur pourrait fixer et suivre un objectif de taux de disponibilité des capacités fermes. Cet objectif pourrait être fixé au niveau de la moyenne constatée par les autres GRT européens.

Question 7 : Etes-vous d'autres commentaires ou propositions concernant le dispositif de régulation incitative de qualité de service des GRT ?

Eni n'a pas d'autres commentaires.